

LE 14 DÉCEMBRE : AMPLIFIONS LA GREVE !!!

Depuis le samedi 1^{er} décembre, le mouvement des gilets jaunes a passé un cap et commence à faire sérieusement peur au gouvernement. Le 8 décembre, malgré la répression (1 800 interpellations, 1 200 gardes à vue et de nombreux·ses blessé·es), la mobilisation s'est confirmée et a convergé avec les marches pour le climat.

Ce mouvement dénonce la précarité et revendique aussi plus de justice sociale avec la remise en place de l'ISF, la hausse des plus bas salaires et des minima sociaux. Il pointe du doigt l'arrogance du gouvernement qui, depuis des mois, poursuit les destructions sociales déjà amorcées par les gouvernements précédents en accélérant le rythme des attaques et en méprisant ouvertement les salarié·es.

Dans l'éducation nationale, nous avons nous aussi à subir des décisions et des réformes qui accentuent la précarité : suppressions de postes, rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice, baisse drastique du nombre de postes au concours, multiplication des contrats précaires...

Dans l'éducation nationale, nous avons nous aussi à subir des décisions et des réformes qui illustrent le mépris du gouvernement pour les travailleurs et travailleuses que nous sommes : renforcement de la hiérarchie et d'une gestion managériale des personnels, mise en place d'évaluations sans aucune concertation, réformes des lycées généraux, technologiques et professionnels...

Dans nos établissements, nous voyons aussi chaque jour un peu plus les conditions de vie des élèves et de leurs familles se dégrader : emplois précaires ; taux de chômage records ; logements insalubres ; casse des services publics...

Cette politique antisociale dans l'éducation nationale, c'est aussi la mise en place de la sélection à l'université avec Parcoursup ; c'est

aussi l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·es étranger·es ; c'est aussi la réforme annoncée de l'éducation prioritaire qui vise à exclure de nombreux établissements du dispositif.

Contre l'université du tri social, la mobilisation commence à prendre de l'ampleur : par exemple à Censier et à Tolbiac des assemblées générales ont voté la grève et le blocage de ces sites. D'autres AG s'organisent ces jours-ci.

Dans le même temps, partout en France, des centaines de lycées sont bloqués contre les réformes du lycée et en soutien au mouvement des gilets jaunes.

Sud éducation 93 apporte son soutien à ces blocages et est solidaire des étudiant·es et lycéen·nes en lutte. Face à la répression qu'ils et elles subissent (nous avons tou·tes en tête les images de ces lycéen·nes de Mantes agenouillé·es, les mains sur la tête), nous ne devons pas les laisser seul·es. À leurs côtés, faisons entendre nos revendications.

Le gouvernement a commencé à reculer sur les augmentations de taxes mais on ne peut pas se satisfaire de cet effet d'annonce : cela fait trop longtemps que nous subissons, il est temps, maintenant, de repartir à l'offensive après des années de défaite. Nos droits sociaux ont été conquis dans des moments de très forte mobilisation, ils ne sont jamais sortis de nulle part.

Nous appelons donc dès aujourd'hui l'ensemble des personnels de l'éducation nationale à entrer dans l'action aux côtés des lycéen·nes et des étudiant·es et à construire un mouvement de grève générale reconductible. 50 ans après Mai 68, le camp des travailleurs et des travailleuses doit reprendre le chemin des conquêtes sociales.

CONTRE LES REFORMES BLANQUER UN AUTRE LYCEE EST POSSIBLE !

Les réformes Blanquer suscitent un rejet massif de la part des personnels : réforme du lycée et du bac, Parcoursup, réforme de la voie professionnelle, suppressions de postes. Les personnels se mobilisent, en différents endroits du territoire. Sud n'a cessé depuis l'an dernier de dénoncer le contenu de la réforme du lycée et du Baccalauréat.

La mobilisation lycéenne contre ces réformes prend une ampleur inédite ! En 15 jours on est passés de 100 lycées à 400 lycées mobilisés en France. Dans le seul 93 la moitié des lycées étaient bloqués vendredi 7 décembre. La manifestation lycéenne à Stalingrad le 7 décembre a été un succès dans le calme et la détermination avec la participation de nombreux collègues de LGT et de LP.

Il y a urgence à lutter avec les lycéen-nes contre ces reformes qui :

- Accentueraient le **tri social** déjà à l'œuvre avec Parcoursup et la loi ORE généralisant la sélection à l'entrée à l'université. En instaurant un Baccalauréat fondé en grande partie sur le contrôle continu et les épreuves locales, elles créent un diplôme local individualisé en lieu et place d'un diplôme national.

- Cherchent à imposer un **lycée de la désorganisation et de la concurrence**, où les collègues seraient invité-es à enseigner des non-disciplines, obligé-es de jouer des coudes les un-es contre les autres pour préserver les postes...

- Visent à **accentuer l'autonomie des lycées**, chacun-e étant tenu-e de choisir ses enseignements de spécialité « en fonction de ses projets et des spécificités locales », les autres enseignements de spécialité pouvant être mutualisés sur le district (à charge pour les professeur-es ou les élèves de se déplacer), voire sur l'académie, ou proposés en enseignement à distance

- Installerait le chaos dans les lycées, avec **la fin des groupes classes en filière générale**, la combinaison de spécialités, multipliant les parcours individuels...et avec la multiplication d'épreuves en contrôle continu, toute l'année, qui désorganiseraient considérablement les enseignements, les emplois du temps et alourdiraient la charge de travail des personnels.

- Permettraient la suppression de 2650 postes d'enseignant-es dans le second degré d'ores et déjà annoncée par le ministre Blanquer.

NOS REVENDICATIONS

Abrogation de Parcoursup : Droit aux études pour tou-tes les bachelier-es dans les filières universitaires de leur choix. Suppression des notes et des algorithmes locaux. Rétablissement de la classification des vœux par les élèves. Création de 30000 places supplémentaires par an pendant 10 ans dans l'enseignement supérieur avec les postes d'enseignant-es correspondants.

Non à la réforme du Bac Blanquer : Pas de au bac en contrôle continu ni local. Rétablissement des épreuves nationales.

Non à la réforme du Lycée Blanquer : Rétablissement du groupe classe. Limitation des effectifs à 25 par classe. Dédoubléments automatiques dès le 13ème élève pour les TD et les TP.

Nous appelons l'ensemble des personnels à se mettre en grève pour rejoindre la mobilisation des lycéen-nes contre les réformes Blanquer, contre les reformes du lycée, du bac, Parcoursup et contre la répression policière dont ce mouvement est l'objet. ;

A se mettre massivement en grève le vendredi 14 décembre contre les réformes Blanquer ;

A participer samedi 15 décembre à l'AG des collectifs contre les reformes Blanquer et Parcoursup pour coordonner la mobilisation à 14h Bourse du travail de Paris salle Ferrer

A participer massivement à la manifestation interprofessionnelle du vendredi 14-12